

INSTRUCTION

N° 00-008-A R du 25 janvier 2000

NOR : BUD R 00 00008 J

Texte publié au BOCP

CRÉATION DU FONDS RELATIF À LA SUPPRESSION DES CONTINGENTS COMMUNAUX D'AIDE SOCIALE

ANALYSE

Modalités de fonctionnement du compte.

Date d'application : 14/01/2000

MOTS-CLÉS

RECOUVREMENT ; COMPTABILITÉ ; COLLECTIVITÉS ET ÉTABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX ;
COMMUNE ; AIDE SOCIALE ; COUVERTURE ; MALADIE ; SUPPRESSION

DOCUMENTS À ANNOTER

Néant

DOCUMENTS À ABROGER

Néant

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

TPG	RF	DOM	ACT									

DIFFUSION

GT 6

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

4^{ème} Sous-direction - Bureau 4A

SOMMAIRE

1. CADRE JURIDIQUE.....	3
1.1. Diminution de la dotation forfaitaire	3
1.2. Prélèvement éventuel sur le produit de la fiscalité locale.....	3
1.3. Prélèvement complémentaire sur l’attribution de compensation	3
2. PRINCIPES GÉNÉRAUX	3
3. LES RECETTES DU FONDS.....	4
3.1. Prélèvement sur les avances versées aux communes au titre de la fiscalité directe locale.....	4
3.1.1. Principe général : retenues opérées sur la base d'un arrêté interministériel	4
3.1.2. Cas particulier des retenues opérées dès le début de l'année sur la base d'un accord amiable	4
3.1.3. Comptabilisation des retenues et des transferts.....	5
3.2. Prélèvement sur l'attribution de compensation versée aux communes membres d'un EPCI à taxe professionnelle unique.....	5
4. LES DÉPENSES DU FONDS	5

LISTE DES ANNEXES

ANNEXE : Extrait de la loi n° 99-641 du 27 juillet 1999 portant création d'une couverture maladie universelle	6
---	---

L'article 13 de la loi n° 99-641 du 27 juillet 1999 portant création d'une couverture maladie universelle supprime à compter de 2000 les contingents communaux d'aide sociale (Annexe).

Le contenu de la réforme a été explicité par la circulaire conjointe du ministère de l'Intérieur et du ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie n° NOR/INT/B/99/00276/C du 29 décembre 1999, diffusée par instruction n° 00-005-M-A-R du 14 janvier 2000.

La présente instruction a pour objet de compléter cette circulaire, en précisant les modalités de fonctionnement du fonds prévues au IV de l'article 13 précité.

1. CADRE JURIDIQUE

L'article 13-IV de la loi complète le code général des collectivités territoriales par un article L. 2334-7-2 qui précise les incidences de la réforme sur le montant des attributions versées aux communes à compter de 2000.

1.1. DIMINUTION DE LA DOTATION FORFAITAIRE

La dotation forfaitaire des communes est diminuée d'un montant égal à la participation de la commune aux dépenses d'aide sociale du département au titre de 1999, revalorisée comme la dotation globale de fonctionnement mise en répartition.

1.2. PRÉLÈVEMENT ÉVENTUEL SUR LE PRODUIT DE LA FISCALITÉ LOCALE

Lorsque la participation de la commune est supérieure à la dotation forfaitaire, la différence est prélevée sur le produit de la fiscalité directe locale.

1.3. PRÉLÈVEMENT COMPLÉMENTAIRE SUR L'ATTRIBUTION DE COMPENSATION

Pour les communes membres d'un établissement public de coopération intercommunale (EPCI) à taxe professionnelle unique, dans l'hypothèse d'une insuffisance des ressources fiscales, le complément est prélevé sur l'attribution de compensation versée par l'EPCI à la commune.

Les prélèvements prévus au 1.2 et au 1.3 abondent un fonds dont les modalités de fonctionnement sont décrites ci-après. Ce fonds est intitulé "Fonds relatif à la suppression des contingents communaux d'aide sociale".

2. PRINCIPES GÉNÉRAUX

Le fonds, relatif à la suppression des contingents communaux d'aide sociale, ne dispose pas de la personnalité juridique.

Il retrace en comptabilité générale de l'Etat, en crédit les prélèvements prévus au 1.2 au 1.3 de la présente instruction et en débit l'abondement par les montants ainsi prélevés du compte de dotation globale de fonctionnement des départements.

A cet effet, le compte 475-7163 intitulé "Fonds relatif à la suppression des contingents communaux d'aide sociale" est ouvert au sein du compte 475-716 "Fonds des collectivités locales – Dotation globale de fonctionnement" à compter de 2000 dans les écritures de l'Agent Comptable Central du Trésor (ACCT), pour retracer les mouvements comptables de ce fonds.

Ce compte est subdivisé par exercice, le dernier chiffre correspondant au millésime de l'année concernée (ex : compte 475-71630 pour l'année 2000).

Il est alimenté en crédit au niveau central des prélèvements prévus au 1.2 et au 1.3 et transférés par les trésoriers-payeurs généraux selon l'écriture comptable suivante :

Débit	391-31	"Comptes de transfert entre comptables supérieurs du Trésor – Transferts divers entre comptables supérieurs – Transferts de recettes"	
	Crédit	475-7163X	(compte 475-71630 pour l'année 2000)

Ces transferts sont appuyés de la copie de l'arrêté interministériel.

Il est débité au niveau central dans la comptabilité de l'ACCT du montant des prélèvements opérés au cours de l'année, reversés au compte 475-7161 "Dotation globale de fonctionnement – Opérations de l'année courante" au sous-compte millésimé de la gestion en cours".

Ce compte doit présenter au niveau central un solde nul en fin d'année.

3. LES RECETTES DU FONDS

Elles proviennent des prélèvements opérés sur le produit de la fiscalité locale des communes redevables, et le cas échéant, si leurs ressources fiscales sont insuffisantes, des prélèvements opérés sur les attributions de compensation versées par l'EPCI dont elles sont membres. Chaque année, un arrêté interministériel fixe avant le 31 mars la liste des communes concernées par ces prélèvements et le montant à prélever au profit du fonds.

3.1. PRÉLÈVEMENT SUR LES AVANCES VERSÉES AUX COMMUNES AU TITRE DE LA FISCALITÉ DIRECTE LOCALE

3.1.1. Principe général : retenues opérées sur la base d'un arrêté interministériel

Les prélèvements sur les avances au titre de la fiscalité locale sont effectués mensuellement par les services du recouvrement, à compter de la parution de l'arrêté interministériel au journal officiel.

Débutant ainsi à compter du mois d'avril, les retenues sont opérées chaque mois par 1/8^{ème} afin qu'elles soient achevées au mois de novembre de l'année.

3.1.2. Cas particulier des retenues opérées dès le début de l'année sur la base d'un accord amiable

La circulaire interministérielle (§ 2.2.) prévoit la possibilité pour les préfets d'anticiper l'exécution de l'arrêté interministériel.

Tel peut être le cas, lorsque le montant prévisionnel du prélèvement, calculé par le Ministère de l'Intérieur et communiqué aux préfets, entraîne des retenues importantes sur les avances de fiscalité.

Dans cette hypothèse, l'exécution des retenues en début d'année repose sur un accord amiable entre le préfet et le maire.

A cet effet, un échéancier des prélèvements à opérer dès le début de l'année est arrêté en concertation entre le préfet et le maire de la commune concernée.

Le service du recouvrement de la trésorerie générale est destinataire de l'échéancier revêtu des signatures du maire et du préfet, accompagné de l'état de simulation du prélèvement émanant du Ministère de l'Intérieur et d'un arrêté préfectoral.

Il convient de noter que l'application de ce dispositif ne vaut que jusqu'à la parution au Journal Officiel de l'arrêté interministériel. Une mention est prévue à cet effet sur l'échéancier.

A compter de la parution de l'arrêté au Journal Officiel, il convient d'ajuster le montant des retenues à hauteur du montant définitif du prélèvement annuel.

3.1.3. Comptabilisation des retenues et des transferts.

Ils donnent lieu à l'écriture suivante dans la comptabilité des trésoriers-payeurs généraux :

Débit	903-54	"Avances sur le montant des impositions revenant aux départements, communes, établissements et divers organismes"	
	Crédit	391-31	"Comptes de transfert entre comptes supérieurs du Trésor – Transferts divers entre comptes supérieurs – Transferts de recettes".

3.2. PRÉLÈVEMENT SUR L'ATTRIBUTION DE COMPENSATION VERSÉE AUX COMMUNES MEMBRES D'UN EPCI À TAXE PROFESSIONNELLE UNIQUE

Ce cas, extrêmement rare, donnera lieu à la mise en place d'un prélèvement dont le montant et les modalités seront arrêtés en concertation avec le groupement et la commune concernée.

Le montant du prélèvement sera notifié par un arrêté préfectoral.

Les versements émanant des collectivités concernées sont transférés à l'ACCT par le trésorier-payeur général du département afin d'abonder le fonds 475-7163X. Les versements sont accompagnés d'une copie de l'arrêté préfectoral".

4. LES DÉPENSES DU FONDS

Les montants prélevés alimentent la dotation instituée par l'article 13-VII de la loi du 27 juillet 1999, au sein de la dotation globale de fonctionnement des départements.

Afin d'abonder le compte 475-716, en fin d'année, le bureau 4A adresse à l'ACCT une note pour que soit passée l'écriture suivante :

Débit	475-7163X	"Fonds relatif à la suppression des contingents communaux d'aide sociale" (compte 475-71630 pour l'année 2000)	
	Crédit	475-7161X	"Dotation globale de fonctionnement – Opérations de l'année courante" (compte 475-71610 pour l'année 2000)

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Pour le Directeur Général de la Comptabilité Publique
LE SOUS-DIRECTEUR CHARGÉ DE LA 4^{ÈME} SOUS-DIRECTION

DOMINIQUE LAMIOT

ANNEXE : Extrait de la loi n° 99-641 du 27 juillet 1999 portant création d'une couverture maladie universelle

Article 13

I. - Le montant de la dotation générale de décentralisation et, s'il y a lieu, celui du produit des impôts affectés aux départements pour compenser, dans les conditions prévues par les articles L. 1614-1 à L. 1614-4 du code général des collectivités territoriales, l'accroissement net de charges résultant des transferts de compétences entre l'Etat et les collectivités territoriales sont réduits, pour chaque département, d'un montant égal aux dépenses consacrées à l'aide médicale en 1997, diminué de 5 % et revalorisé en fonction des taux de croissance annuels de la dotation globale de fonctionnement fixés pour 1998, 1999 et 2000.

Cette réduction est fixée, pour chaque département, par arrêté conjoint des ministres chargés des collectivités territoriales et du budget, après avis de la commission mentionnée à l'article L. 1614-3 du code général des collectivités territoriales.

II. - Les dépenses visées au I du présent article sont constituées par les dépenses inscrites au titre de l'aide médicale dans les chapitres des comptes administratifs des départements de 1997 relatifs à l'aide sociale ou à l'insertion, à l'exclusion des charges des services communs réparties entre services utilisateurs.

III. - L'article 38 de la loi n° 88-1088 du 1er décembre 1988 relative au revenu minimum d'insertion est ainsi modifié :

1° Dans la première phrase, les mots : «un crédit au moins égal à 20 % des sommes versées» sont remplacés par les mots : «un crédit au moins égal, pour la métropole, à 17 % des sommes versées et, pour les départements d'outre-mer, à 16,25 % des sommes versées» ;

2° La seconde phrase est supprimée.

IV. - Il est inséré, après l'article L. 2334-7-1 du code général des collectivités territoriales, un article L. 2334-7-2 ainsi rédigé :

«Art. L. 2334-7-2. - I. - La dotation forfaitaire visée à l'article L. 2334-7 est diminuée, à compter de 2000, d'un montant égal à la participation de la commune aux dépenses d'aide sociale du département au titre de 1999 et revalorisé comme la dotation globale de fonctionnement mise en répartition.

«Un abattement est appliqué à la diminution de la dotation forfaitaire telle que définie à l'alinéa précédent pour les communes éligibles à la dotation de solidarité urbaine et à la dotation de solidarité rurale en 1999 dont l'écart entre la contribution par habitant au titre de 1999 et la moyenne par habitant des contributions communales de l'ensemble des départements, à l'exception de Paris, est supérieur à 30 %.

«L'abattement prévu au deuxième alinéa est calculé à partir :

«1° De l'écart, sous réserve qu'il soit positif, entre la contribution de la commune par habitant au titre de 1999 et la moyenne par habitant des contributions communales du département ;

«2° De l'écart entre la contribution de la commune par habitant au titre de 1999 et la moyenne par habitant des contributions communales de l'ensemble des départements, à l'exception de Paris.

«Cet abattement est égal à la somme des produits de 10 % des écarts définis aux 1° et 2° par la population de la commune en 1999.

«II. - Pour le calcul, en 2000, de la diminution de la dotation forfaitaire prévue au premier alinéa du I, la participation de la commune aux dépenses d'aide sociale du département au titre de 1999 et appelée au cours de cet exercice est fixée, avant le 30 octobre 1999, par arrêté du préfet pris après avis du président du conseil général.

ANNEXE (suite)

«Un ajustement de la diminution de la dotation forfaitaire est opéré en 2001 sur la base d'un arrêté du préfet pris après avis du président du conseil général fixant, avant le 30 octobre 2000, le montant définitif de la participation de la commune aux dépenses d'aide sociale du département au titre de 1999. L'abattement visé au deuxième alinéa du I est appliqué à la diminution de la dotation forfaitaire opérée sur la base de ce montant.

«Pour la mise en œuvre des deux précédents alinéas, le président du conseil général transmet au préfet, avant le 30 septembre 1999, le montant de la participation appelée pour chaque commune au titre de 1999 et, avant le 30 septembre 2000, le montant définitif de cette participation.

«III. - Dans le cas où la participation de la commune visée au premier alinéa du I est supérieure à la dotation forfaitaire, la différence est prélevée sur le produit des impôts directs locaux visés aux 1°, 2°, 3° et 4° du I de l'article 1379 du code général des impôts. Pour les communes membres d'un établissement public de coopération intercommunale soumis aux dispositions de l'article 1609 nonies C du code général des impôts et dont le produit des impôts défini ci-dessus est insuffisant, le complément est prélevé sur le montant de l'attribution de compensation versée par le groupement à la commune.

«A compter de 2001, le montant du prélèvement visé à l'alinéa précédent évolue comme la dotation forfaitaire.

«Il est créé, à compter de 2000, un fonds qui dispose en ressources du prélèvement défini au premier alinéa du III. Les ressources de ce fonds sont réparties en application de l'article L. 3334-7-1.

«Les sommes affectées à ce fonds ne sont pas prises en compte dans le montant de la dotation globale de fonctionnement pour l'application des I et II de l'article 57 de la loi de finances pour 1999 (n° 98-1266 du 30 décembre 1998).

«IV. - Pour l'application du I du présent article, la population de la commune à prendre en compte est celle définie à l'article R. 114-1 du code des communes. »

V. - Les pertes de ressources résultant de l'extension aux communes bénéficiaires de la dotation de solidarité rurale de l'abattement institué par le deuxième alinéa de l'article L. 2334-7-2 inséré dans le code général des collectivités territoriales par le IV du présent article sont compensées par l'augmentation à due concurrence de la dotation globale de fonctionnement des départements. Cette augmentation est elle-même compensée par l'augmentation à due concurrence des droits mentionnés aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.

VI. - L'article L. 2334-1 du même code est complété par un alinéa ainsi rédigé :

«A compter de 2000, le montant de la dotation globale de fonctionnement visée au premier alinéa est égal à la différence entre le montant de la dotation prévue à l'article L. 1613-3 et le montant de la dotation prévue à l'article L. 3334-1 après application de l'article L. 3334-7-1. »

VII. - 1. L'intitulé de la sous-section 4 de la section 1 du chapitre IV du titre III du livre III de la troisième partie du même code est ainsi rédigé : «Concours particuliers».

2. Cette même sous-section 4 est complétée par un article L. 3334-7-1 ainsi rédigé :

«Art. L. 3334-7-1. - Il est créé, au sein de la dotation globale de fonctionnement des départements, une dotation dont le montant est égal à la diminution de la dotation forfaitaire augmentée, le cas échéant, des ressources du fonds prévu au III de l'article L. 2334-7-2.

«En 2000, cette dotation est répartie entre les départements proportionnellement aux participations communales aux dépenses d'aide sociale de chaque département fixées par l'arrêté prévu au premier alinéa du II de l'article L. 2334-7-2.

ANNEXE (suite et fin)

«A compter de 2001, cette dotation évolue, chaque année, comme la dotation globale de fonctionnement mise en répartition.

«En 2001, un ajustement de la dotation est opéré sur la base de l'arrêté prévu au deuxième alinéa du II de l'article L. 2334-7-2.

3. Au deuxième alinéa de l'article L. 3334-9 du même code, les mots : «après déduction du concours particulier prévu à l'article L. 3334-7» sont remplacés par les mots : «après déduction des concours particuliers prévus à la sous-section 4».

VIII. - Après l'article L. 3413-1 du même code, il est inséré un article L. 3413-2 ainsi rédigé :

«Art. L. 3413-2. - Les dispositions des articles L. 2334-7-2 et L. 3334-7-1 ne sont pas applicables à Paris. Le Conseil de Paris fixe les conditions financières de la suppression de la participation de la commune aux dépenses d'aide sociale et de santé du département. »

IX - 1. Au quatrième alinéa de l'article 93 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, les mots : « et précise les critères selon lesquels les communes sont amenées à participer aux dépenses » sont supprimés.

2. Au premier alinéa de l'article 32 de la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi no 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, les mots : «et sous réserve de la participation financière des communes prévue à l'article 93 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 précitée » sont supprimés.

3. L'article 42 de la loi no 88-1088 du 1er décembre 1988 relative au revenu minimum d'insertion est abrogé.

4. Le 11° de l'article L. 2321-2 du code général des collectivités territoriales est abrogé.

X. - Les sommes restant dues par les communes aux départements en application de l'article 93 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 précitée au titre des exercices antérieurs à 2000 sont acquittées selon un échéancier arrêté par convention entre le département et la commune.

XI. - Après l'article L. 5211-27 du code général des collectivités territoriales, il est inséré un article L.5211-27-1 ainsi rédigé :

« Art. L. 5211-27-1. - Lorsque la participation de la commune aux dépenses d'aide sociale du département au titre de 1999 est acquittée par l'établissement public de coopération intercommunale au lieu et place de la commune membre, celui-ci procède, à compter de 2000, à un reversement au profit de la commune.

«Ce reversement, qui constitue une dépense obligatoire pour l'établissement public de coopération intercommunale, est égal, pour les exercices 2000 et 2001, aux prélèvements opérés en application des II et III de l'article L. 2334-7-2. Pour les exercices ultérieurs, il évolue comme la dotation forfaitaire. »

XII. - Après l'article L. 5722-2 du code général des collectivités territoriales, il est inséré un article L. 5722-2-1 ainsi rédigé :

«Art. L. 5722-2-1. - Les dispositions de l'article L. 5211-31-1 sont applicables aux syndicats mixtes.»